



PRÉFET DE LA VENDÉE

Préfecture

La Roche-sur-Yon, le 18 janvier 2017

Direction des relations
avec les collectivités territoriales
et des affaires juridiques
Pôle environnement

Section des installations classées (ICPE)

Dossier suivi par
Géraldine DURANTON
Tel : 02 51 36 71 70
Fax : 02 51 36 70 55
geraldine.duranton@vendee.gouv.fr

Dossier n° 97/0429
Référence à rappeler : n° 2015/1305

Monsieur,

Par arrêté du 27 novembre 2015, je vous avais mis en demeure de régulariser la situation administrative des installations que vous exploitez à Saint-Laurent-sur-Sèvre.

En réponse, par courriers des 21 octobre 2015, 9 février 2016, 4 avril 2016, 21 juin 2016 et 13 décembre 2016, vous m'avez transmis les justificatifs demandés.

Après analyse par l'inspecteur des installations classées, les documents transmis permettent de lever la mise en demeure prise par mon arrêté précité.

Je vous signale que conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée au tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette - 44041 Nantes Cedex 01). Le délai de recours est de deux mois à partir de la date de la notification de la décision.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, le délai de recours en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, est d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Préfet
Pour le Préfet, le chef de pôle,

Cyrille GARDAN

Monsieur le Directeur de la Société S.V.P.M.
Zone Industrielle de la Paix - BP 11
85292 SAINT-LAURENT-SUR-SEVRE CEDEX

Copie au :

- maire de SAINT-LAURENT-SUR-SEVRE
- chef de l'unité territoriale de La Roche-sur-Yon de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), inspecteur des installations classées